

# PATHOLOGIES DE L'ESPACE PUBLIC ET AGITATION FASCISTE

Leçons de la Théorie critique

Olivier VOIROL

in *Réseaux* 2017/2, n°202-203, pp. 123-159.

**L**a présence et le rôle accrus de mouvements et partis politiques de droite extrême dans plusieurs pays occidentaux au cours de la dernière décennie sont allés de pair avec un recours massif à différents instruments de communication et de mobilisation, servant de diffusion idéologique. Parmi ces derniers, les outils numériques et les réseaux sociaux figurent indéniablement au premier plan. Face à ces phénomènes, une des questions qui se posent à la recherche sociale est de savoir comment les analyser dans leurs modalités « communicationnelles », sans perdre de vue les dimensions sociales, politiques et économiques présentes dans ces processus. Autrement dit, la question est de savoir comment les sciences sociales attentives à ces phénomènes sont susceptibles de les examiner à l'aune des mutations socio-économiques des sociétés contemporaines.

C'est dans le cadre d'un tel questionnement que je m'efforce, dans le présent texte, de revenir aux écrits des années 1930 et 1940 de la « première » Théorie critique (de l'école de Francfort), celle qui a précédé les écrits contemporains sur l'espace public, la démocratie délibérative ou encore la « liberté communicationnelle ». Dans le domaine de la communication et de la culture, cette Théorie critique de la première heure est d'abord connue pour ses analyses de l'industrie culturelle et de la culture de masse. Cependant, le fait que ces travaux aient été développés dans le cadre d'une recherche collective, à la fois d'ordre empirique et théorique, s'étalant sur plus de deux décennies, sur les processus d'extension, de stabilisation et de reproduction des droites extrêmes – du fascisme et du nazisme – est souvent relégué au second plan. C'est pourtant face à la montée des droites extrêmes au milieu des années 1920 en Europe, et plus particulièrement en Allemagne, et dans l'urgence d'une situation sociale et politique présageant du pire, que le groupe de chercheurs réuni autour de l'Institut für Sozialforschung (IfS) a mené ses enquêtes en se penchant sur les dimensions communicationnelles, médiatiques, politiques, socio-économiques et psychologiques de ces phénomènes (IfS, 1940 ; Wiggershaus, 1993).

La question qui se posait à cette génération de chercheurs et d'intellectuels nourrie à la philosophie de l'histoire des Lumières et de l'idéalisme allemand,

reformulée dans un cadre matérialiste en vogue au début du XX<sup>e</sup> siècle, était de savoir pourquoi et comment le processus historique censé promettre la réalisation des exigences collectives de liberté et de raison engendre effectivement tout ce qui s'oppose à ces principes. En effet, dès les années 1920, dans les sociétés occidentales et en Allemagne en particulier, les signes effectifs d'une capacité politique grandissante des forces fascistes à s'ancrer dans le réel sont plus qu'évidents. Les travaux de l'IfS vont dès lors avoir pour visées la compréhension de ce renoncement à la liberté et à la démocratie au profit d'une soumission à des forces autoritaires – ces chercheurs sont amenés, ce faisant, à analyser des processus encourageant la destruction de l'espace public démocratique. La première partie de ce texte tentera de dégager quelques éléments du cadre interprétatif développé par ces chercheurs pour tenter de comprendre les formes de l'autoritarisme et l'adhésion au fascisme de pans entiers de la population allemande, dans les années 1930. Ces processus de destruction de l'espace public démocratique touchent à la question de l'individuation et de la socialisation, celle de la constitution d'un espace d'expression collective, autant de phénomènes inséparables des dimensions structurelles des sociétés de la modernité capitaliste. Ces « pathologies de l'espace public » sont envisagées par les Francfortois comme le fruit de contradictions et d'inconséquences touchant à la réalisation du projet moderne de la raison, porté tout d'abord par le mouvement bourgeois d'émancipation et ensuite radicalisé par le mouvement ouvrier.

S'arrêtant sur ce cadre interprétatif, les chercheurs de l'IfS soulignent combien les contradictions objectives du projet d'émancipation moderne par la raison engendrent des souffrances et un vide sémantique lorsqu'elles ne sont pas traitées par la raison pratique au sein de l'espace public, et transformées en questionnements politiques. Les mécanismes politiques et économiques producteurs de « pathologies » sont à l'œuvre dans les formes rhétoriques et les modes d'adresse de l'agitation fasciste. Aussi, comme on le verra dans la seconde partie, les enquêtes des sociologues francfortois permettent-elles de dégager les traits de cette adresse politique participant à la destruction de l'espace public en tant qu'espace pluriel et conflictuel de questionnements, d'enquêtes et de constitutions de problèmes sociaux auxquels l'action politique s'attache à donner réponse. La destruction de l'enquête collective sur le monde objectif transforme l'espace public en surface d'unification et d'identification lissée par la propagande, dans laquelle un sujet libéral-démocratique n'a plus cours. En gros, la forme de communication qui s'installe dans cet espace public vidé de son contenu encourage une unification propre à la

« communauté symbolique » promue par l'agitation fasciste. Enfin, la dernière partie du présent texte s'attache à dégager quelques « leçons » pouvant être tirées de cette relecture de la Théorie critique, utiles à la recherche actuelle sur le phénomène des droites extrêmes.

## UNE RAISON AVORTÉE

La question qui taraude les chercheurs de l'IfS dès la fin des années 1920 et le début des années 1930 est celle de la montée de mouvements fasciste et national-socialiste. Ce sont des efforts considérables qu'ils vont consacrer sur plus de deux décennies pour comprendre les mécanismes socio-économiques, culturels et psychiques, susceptibles d'éclairer les mécanismes poussant d'importantes franges de la population allemande à adhérer aux forces fascistes ou nazies. Pourquoi, en effet, dans des sociétés démocratiques ayant connu une avancée des droits politiques et sociaux et des libertés publiques – comme c'est le cas de l'Allemagne de Weimar –, d'importantes franges de la population adhèrent à ces forces antidémocratiques et démagogiques, au détriment de leurs propres intérêts et en renonçant aux droits et libertés publiques précédemment acquis de haute lutte (Fromm, 2007) ?

C'est à l'aune d'un horizon sociologique et philosophique issu de la philosophie des Lumières et de ses diverses retombées au siècle suivant, en particulier dans l'hégélianisme et le marxisme que ces chercheurs pensent cette situation dramatique. L'histoire est alors vue comme le fruit dynamique d'un processus de réalisation de potentiels pratiques et rationnels des êtres humains ; ces processus s'incarnent dans la capacité de ces êtres à s'autodéterminer collectivement par l'exercice de la raison et les pratiques qui l'accompagnent. Selon cette conception, les capacités des hommes et des femmes à façonner leurs conditions d'existence, d'agir sur leur monde, de l'accomplir à la hauteur de leurs aspirations par l'intermédiaire de leurs activités productives sont, dans cette relecture matérialiste de l'idéalisme des Lumières, les principaux ressorts pratiques permettant de reformuler l'idée de la raison. Aussi la raison est-elle celle du déploiement des « forces productives » développées par les êtres humains, dans lesquelles sont placées leurs capacités d'agir, de faire, de réfléchir, de concevoir et de créer. Une telle conception matérialiste et pratique de la raison envisagée comme d'une confrontation active et pratique des êtres humains avec leur environnement physique qui est une manifestation effective de leur liberté – remplace l'approche idéaliste de la raison confinant cette dernière à la seule autoréflexion (Horkheimer, 1974b [1937]).

Selon cette idée pratique de la raison, en déployant leurs capacités d'agir et de faire, les êtres humains élaborent un rapport raisonné à leur environnement et à eux-mêmes, ils construisent un cadre social à la hauteur de ces potentialités pratiques. Cependant, dans la conception marxiste, le développement pratique des « forces productives » doit se faire, dans certains cas, contre les « rapports de production » – et contre les institutions sociales établies qui configurent à un moment donné les rapports sociaux (Marx, 1965, pp. 488-489 [1859]). En effet, lorsque les rapports sociaux établis sont suffisamment souples et flexibles, qu'ils s'accordent avec les capacités pratiques des êtres humains, ils se développent en rapport dialogique avec ces derniers ; ils se reconfigurent en rapport à la praxis humaine, dans une collectivité dont les institutions sociales sont suffisamment souples pour se refaire en fonction des « forces productives » à l'œuvre. Au contraire, leur rigidification est source de tensions.

On le sait, Marx analyse les tensions entre les pratiques et les institutions, en montrant que les rapports de production – dans le régime de la propriété propre au capitalisme – ne sont pas en lien dialectique avec les forces pratiques créatives des acteurs sociaux ; au contraire, ils sont en opposition avec ces dernières. Au lieu de favoriser le déploiement des possibilités pratiques de la raison incorporée dans ces forces, ils les bloquent, les étouffent et empêchent leur épanouissement. On assiste, dans ce cas, à une *contradiction* entre les institutions d'une époque et les pratiques de transformation déployées par les êtres humains – qui agissent pour modifier ces rapports institutionnalisés de manière à ce qu'ils puissent s'articuler avec ces potentialités pratiques. Plus cette tension entre les deux insistances se fait forte, et plus les contradictions deviennent intenses, visibles et tendent à éclater au grand jour. Cette poussée de la praxis transformatrice tend, par conséquent, à renverser les cadres institutionnels et les rapports de production établis, pour donner forme, dans le conflit, à une collectivité réellement à la hauteur de ces forces de production et de la raison qui s'y rattache. L'enfermement des êtres dans des conditions d'oppression, dans lesquelles ils s'avèrent incapables de réaliser pratiquement leurs potentiels, produit des expériences négatives et des souffrances, lesquelles tendent à générer, selon Marx, des dispositions à la lutte et au conflit social – pensées en termes de « lutte des classes ». Elles donnent lieu à des luttes visant l'élaboration d'une forme nouvelle de coopération sociale, organisée autour des principes d'une raison pratique supérieure.

C'est une telle forme de collectivité organisée par la raison et la liberté humaine que présuppose la philosophie de l'histoire développée par la Théorie critique à ses débuts. L'idée qu'il est possible de réaliser une collectivité

supérieure, organisée par des sujets faisant pleinement l'exercice de leur raison parce qu'ils produisent ensemble leur cadre de vie collective et se donnent les moyens de le penser, de penser ses modalités de construction sociale et politique, est au cœur de cette conception (Horkheimer, 1974b [1937]). Dans cette forme d'auto-organisation de la collectivité, les choix et les décisions concernant les conditions de reproduction de la vie sociale se feraient dès lors par l'expérience de la discussion rationnelle, tout en étant amenés à se refaire en fonction du déploiement des capacités pratiques des êtres humains. Le projet de la raison impliqué par les Lumières est donc reformulé dans un cadre matérialiste basé sur l'auto-organisation collective. Son rayon d'action ne se limite pas à la morale et à la politique, il s'étend au domaine économique ; car il s'agit tout bonnement de dépasser les conditions structurelles d'une société dont le système économique apparaît comme séparé et autonome, livré à lui-même, à l'exclusion de l'activité consciente des êtres humains et de leur volonté politique.

Le constat dressé très tôt par les chercheurs de l'IfS est que cet horizon collectif d'autodétermination rationnelle est loin de donner des signes de réalisation – on semble même s'en éloigner en cette fin des années vingt en Allemagne. Autrement dit, les contradictions nées des tensions entre forces pratiques de production et rapports institués de production n'aboutissent pas à des conflits sociaux et politiques capables de renverser les rapports établis au profit d'une collectivité auto-organisée par la raison. On assiste plutôt à l'incapacité de ces potentiels conflictuels de s'exprimer sous la forme de conflits ayant une dimension politique. L'étouffement de ces conflits, rend impossible leur expression sociale et politique dans une collectivité rationnelle « auto-organisée ». Les expériences négatives qui en résultent ne trouvent pas d'issues expressives et elles ne sont pas formulées en termes politiques. Une telle expérience de la souffrance qui ne parvient pas à s'exprimer dans un vocabulaire moral et politique tourné vers des exigences de transformation laisse un vide sémantique et normatif considérable. Le maintien des contradictions criantes entre pratiques et rapports sociaux institués a pour effet de renforcer les expériences négatives nées de cette contradiction : elles accroissent le malaise et le mal-être, le sentiment d'aliénation dans l'expérience de la production et celle du monde environnant. Les sujets sociaux sont condamnés à cette expérience négative, cette forme de dépossession, sans parvenir à en sortir, laissant place à la frustration, à la souffrance, sans qu'aucun horizon collectif et politique ne parvienne à se déployer pour ouvrir un espace d'expression sociale et politique à ces malaises. En aucun cas elle ne prend la forme de revendications ayant pour visée une transformation des cadres

institutionnels et sociaux à l'origine de ces souffrances – et donc aussi forcément, des rapports de production.

Ces processus se manifestent particulièrement dans le nouveau groupe social que constituent les employés, comme l'a magnifiquement montré Siegfried Kracauer dans son étude consacrée à ce groupe (2006 [1929]). À ses yeux, les employés vivent une sorte de déchirure entre leur être et leur conscience puisqu'ils font objectivement partie du prolétariat, sur le plan de leur activité de travail et de leur statut socio-économique, alors que sur le plan subjectif, de leurs pratiques, leurs mentalités et leurs visions du monde, ils se pensent du côté des classes moyennes traditionnelles auxquelles ils s'identifient culturellement. Ils ont de fortes aspirations à faire partie de la bourgeoisie et se distinguent par force d'efforts, du prolétariat. Mais les membres de ce groupe, social souffrent davantage que les prolétaires d'un manque d'« abri spirituel », car ils ne disposent pas d'une praxis, ni d'une identité de classe et du sens de la solidarité qui l'accompagne pour combler ce vide. Ils sont scindés entre une situation objective qui les renvoie à leur état de prolétaire (travail répétitif, rationalisé, etc.) et leurs projections subjectives par lesquelles ils s'identifient à la bourgeoisie. Sans conscience de classe à l'image du prolétariat, les employés sont acculés à une condition alimentant la « fausse conscience ».

Kracauer montre avec finesse combien ils tendent à combler ce vide par une fuite hors de la réalité, dans les coulisses de la culture de masse, en manifestant leur enthousiasme pour les divertissements des grandes villes et des centres commerciaux, pour le cinéma et la confection. Sans cesse à la recherche d'un « ersatz spirituel », c'est dans ses consommations, ses pratiques culturelles que ce groupe social se distingue du prolétariat et tente de se construire un sens propre. L'apparence faussée de la culture de masse à laquelle ce groupe adhère correspond à la fausse apparence à laquelle renvoie l'identité sociale subjective de ses membres compte tenu de leur condition objective de prolétaires subordonnés à la discipline productive capitaliste. Les membres de ce groupe social retrouvent dans leurs rapports aux médias et à l'espace public un « ornement » sur une surface peuplée de signes, dont la conséquence est de fausser leur rapport au réel. Dans ses études, Kracauer a saisi, au moment où il s'installait, le processus moderne de construction de l'identité dont le propre est de s'accomplir désormais moins au niveau de la famille et de la socialisation primaire et toujours plus au niveau des instances de socialisation secondaire et de l'espace public médiatique. Kracauer décrit fort à propos les mécanismes de standardisation tendant à produire des êtres identiques et à

forger un type d'individu urbain, uniforme dans son langage et ses habitudes. Il a surtout saisi combien la scission de ce nouveau groupe social et le vide qui le caractérise se trouvent au cœur de la catastrophe politique à venir, dans les années 1930 en Allemagne – la couche des employés formant un des principaux piliers sociaux de la percée électorale du NSDAP.

C'est, en effet, dans cette brèche que se glisse le national-socialisme en Allemagne : en partant de cette expérience négative, de ce vécu de l'aliénation et de la « perte de soi », de la souffrance produite par la violence des rapports économiques dans le capitalisme, l'idéologie fasciste s'échine à « détourner » la cible de la critique et de la revendication : des éléments sociaux, économiques et politiques, elle les déplace vers des aspects culturels, nationaux, ethniques, communautaires, relatifs à des cadres d'appartenance collectifs présentés comme figés auxquels ses destinataires sont incités à s'identifier (cf. Sternhell, 1989, 2012). À défaut de défendre et de rendre possible l'effort de construction collective d'un cadre de raison et de communication, pensé comme le fruit dynamique d'une pratique sociale productive, le fascisme nourrit une idéologie de la « communauté du peuple » construite comme l'idéalisation exaltée d'une collectivité lisse et homogène (Marcuse, 1970 [1934]). Cette communauté fictive ne prend pas en compte les différences structurelles sur le plan socio-économique : elle les efface sous les traits généraux de la « communauté nationale », censés être partagés par tous les membres de la collectivité. Elle fait l'impasse sur les rapports de pouvoir au sein de cette dernière, sur les rapports de force, les disparités sociales et économiques considérables et les inégalités sociales qui structurent cette collectivité. Unifiée de manière fictive, construite sur des éléments de commune appartenance, cette communauté nationale est reliée de manière organique dans ses différents éléments, ses membres sont vus comme identiques à une entité pacifiée, sous la forme du « peuple » ou de la « nation ».

L'incapacité à réaliser dans l'histoire les potentiels d'émancipation dont la société moderne est porteuse, mais aussi l'incapacité à résoudre les contradictions des sociétés modernes capitalistes et à développer un niveau plus élevé d'organisation sociale et économique sous forme de coopération sociale raisonnée, tout cela engendre des malaises et des souffrances qui finissent par s'exprimer socialement. Or les sociétés modernes sont traversées par des processus de rationalisation qui rendent caduques les références traditionnelles, elles sont obligées de trouver en elles-mêmes leurs orientations normatives, à travers un effort collectif de raison et d'investigation de soi. L'impossibilité



de combler une telle exigence de sens et de repères moraux par le biais de la raison et de l'investigation publiques laisse une béance dans les orientations collectives. Les travaux de Kracauer, là encore, témoignent de ce « vide intérieur » engendré par le processus de rationalisation des sociétés modernes capitalistes. À l'instar de plusieurs intellectuels de la période de Weimar (années 1920), il observe une dissolution des repères normatifs, une érosion du sens de la vie commune, un effondrement des valeurs. S'il écrit dans l'épilogue de sa *Théorie du film* que « l'homme de notre société est idéologiquement sans domicile », ses notes des années 1920 réunies dans *Ornement de la masse* regorgent de passages dans lesquels il décrit une « souffrance métaphysique » d'individus envahis d'une profonde tristesse au regard d'un monde dépourvu de sens (Kracauer, 2008, p. 107). Si, pour Kracauer, les êtres souffrent de « l'énorme aliénation qui règne entre leur esprit et l'absolu », c'est non seulement que le « manque de signification supérieure de ce monde » en est la cause, mais aussi, et surtout que le projet moderne de la raison s'est fourvoyé, raison devenue rationalité froide, calculatrice et indifférente (*ibid.*). Cette « raison dé-naturée » désintègre les structures naturelles de l'existence et devient le moteur même d'une perte de sens du monde. Les déficits de la raison pratique dans les sociétés modernes capitalistes font que l'exigence de sens et d'orientation reste incombée dans les formes collectives relevant de la raison pratique incarnée dans des processus collectifs d'auto-organisation et de problématisation. Elles tendent à s'élaborer par d'autres voies, notamment des modalités de production de sens relevant de formes de communication et de productions culturelles étrangères à la raison pratique.

Par conséquent, les blocages dans la réalisation du projet moderne de la raison donnent lieu à des pathologies sociales qui se déploient dans les institutions économiques et étatiques, en se répercutant dans les expériences des individus sociaux (Honneth, 2006). Ces blocages et difficultés de la société moderne ne viennent pas, en quelque sorte, de l'extérieur de cette société, mais de son *cœur* même ; elles émanent de son « projet », ou plutôt des incapacités à réaliser, dans les faits, les exigences effectives dont ce projet est porteur. Il subsiste une contradiction entre les principes moraux et politiques que la modernité bourgeoise prétend réaliser et la politique que cette classe a effectivement menée une fois au pouvoir – on a un fossé entre les promesses subjectives et les politiques objectives (Horkheimer, 1974a [1936]). Autrement dit, les malaises de la modernité surgissent du cœur même de la modernité capitaliste, de ses contradictions, et du blocage de l'émancipation moderne – des incapacités à réaliser effectivement les potentiels de raison et d'émancipation que la modernité s'est donnés à elle-même.

## SOCIOLOGIE DE L'AGITATION FASCISTE

Si les préoccupations des chercheurs de l'IfS durant les années 1930 étaient de comprendre les principaux aspects du passage du libéralisme à l'autoritarisme, en s'intéressant aux dimensions psycho-sociales, culturelles, économiques et politiques, c'est un travail proprement sociologique sur les formes de l'agitation fasciste qu'ils réalisent au cours de leur exil aux États-Unis. Leur projet s'inscrivait dans un effort de compréhension sociologique et psychosociologique des techniques de mobilisation utilisées par les agitateurs fascistes américains. Il s'agissait de comprendre les raisons de leurs succès ainsi que de démonter leurs différents « tricks » rhétoriques. Les médias, la culture et la communication jouent un rôle clé dans leur travail de recherche puisque c'est à partir d'analyses empiriques d'émissions radiophoniques, de matériaux discursifs (tracts, revues, publications, etc.) et d'examens attentifs des harangues publiques des agitateurs fascistes qu'ils conduisent leurs études.

Un des éléments qui ressort de ces recherches est tout d'abord l'importance conférée aux sentiments et aux *émotions* dans le discours de l'agitation fasciste. Les discours des agitateurs sont emphatiques, imprégnés d'affects et de charges émotionnelles : tel leader n'hésite pas à dire en public qu'il a pleuré devant telle situation de souffrance, tel autre fait voir sa colère et ses états d'âme, etc. Ces agitateurs sont décrits comme d'habiles stratèges des émotions, prompts à faire éclater les limites du contrôle de soi, au profit d'une expression jouant le spontané et le vécu émotif, dans l'excès, le débordement et les gesticulations agressives (Adorno, 1977a [1943] ; Apostolidis, 2011). Un autre aspect de cette émotionnalité impétueuse tient au fait que ces adroits tacticiens font éclater les barrières de l'intime en ne rebutant pas à mobiliser leur sphère privée à des fins propagandistes. C'est là un déplacement conséquent par rapport à la distinction habituelle entre la vie affective et l'activité politique propre aux démocraties modernes, fondée dans la nécessité de constituer la politique comme espace d'expression des questions et tensions intrinsèques à l'existence collective. Une conception libérale de l'agir politique privilégie un engagement effaçant les aspects privés au profit d'aspects proprement politiques. À l'inverse, les agitateurs fascistes font éclater cette réserve en supprimant toute retenue, n'hésitant pas à verser dans l'intimisme, l'exposition de leur vie personnelle et familiale, étalant leurs joies, leurs tristesses, voire leurs difficultés existentielles. Peu avares en révélations sur ces aspects de leur vie privée, leur manière de cultiver cet entre soi leur permet de prétendre être proches des « gens », de leurs réalités, en prétendant être au même niveau qu'eux. Le fossé sur lequel repose la « politique

professionnelle » qu'ils pratiquent tout autant se trouve alors nié par le pathos politique des affects – à défaut d'être comblé.

Cette survalorisation des affects prétend corriger un aspect clé de la politique moderne. En effet, l'attitude de détachement imposée dans cette dernière, associée au mode objectif du discours politique, implique une relative froideur et une certaine distance, ce qui efface toute sensibilité dans le discours et la gestion politiques. La politique moderne tend dès lors à « intensifier le sentiment d'isolement et de solitude dont souffrent tous les individus – un sentiment duquel ils entendent échapper en écoutant toute forme d'ovation publique » (Adorno, 1977a, pp. 11-12 [1943]). À cela, les orateurs fascistes opposent une approche subjective et personnalisée, qui tend à produire une illusion d'égalité et d'intimité avec leurs destinataires. Adorno souligne que cette approche offre une compensation subjective, dans un système qui tend à priver les individus de toute subjectivité : « Plus l'individu est réduit à un simple rouage, plus l'idée du caractère unique de l'individu, son autonomie et son importance, doit être soulignée comme une compensation de sa faiblesse actuelle » (*ibid.*). Selon Adorno, de telles modalités d'exposition de soi jouant de la proximité sont à analyser comme des adresses à des destinataires qui sont envisagés sous l'angle de leurs privations subjectives. C'est un vécu en souffrance, lié au processus de modernisation, que les orateurs s'attachent à titiller afin d'exciter les frustrations, les cultiver, les renforcer et finalement les canaliser à des fins politiques.

Une fois passées les limites de l'intime, les destinataires se voient adressés en tant qu'« *insiders* », des semblables mis sur un pied d'égalité, en niant ainsi les formes de délégation institutionnelle et les modes de représentation propres aux dimensions objectives de la politique moderne. Les auditeurs sont alors encouragés à délaissier les résistances qu'ils sont encore susceptibles d'avoir et à se projeter dans ces figures politiques aux mille promesses, en remettant leur volonté dans leurs mains, à défaut d'exercer la leur. Selon Adorno, ce procédé fonctionne au travers d'un mécanisme de gratification symbolique visant à encourager une projection identificatrice dans les orateurs fascistes. Il fait miroiter une relation de proximité et d'égalité avec ses destinataires et se prétend aux antipodes d'un système politique froid et distant tendant à verser dans l'indifférence. Par ces astuces rhétoriques, ce procédé donne l'impression à ses destinataires de pouvoir *enfin* trouver une place et d'avoir droit au chapitre. « Le fascisme, dit Adorno, se nourrit du manque de gratifications émotionnelles dans la société industrielle et il garantit aux gens

cette satisfaction irrationnelle qui leur est déniée par la configuration sociale et économique actuelle » (Adorno, 1977a, p. 17 [1943]). L'exagération des dimensions émotionnelles dans ces discours empathiques est le pendant d'une politique d'évitement du questionnement sur les dimensions objectives du système de délégation politique moderne et de ses conséquences. Du coup, la relation politique proposée par l'agitation fasciste relève davantage du substitut illusoire que d'une réalisation effective des aspirations à une politique « horizontale ». Jamais les racines du malaise et des frustrations produites par la structuration des sociétés modernes ne sont questionnées pour être « sublimées » par une action politique adéquate, au moment même où ces frustrations sont habilement alimentées par l'agitation fasciste.

C'est dans une perspective similaire que Leo Löwenthal et Norbert Guterman (1949) ont développé leurs travaux, menés aux États-Unis au cours des années 1940, sur la rhétorique des agitateurs fascistes et leurs stratégies d'enrôlement politique. Dans une étude très fournie, publiée à New York en 1949 sous le titre *Prophets of deceit (Prophètes de la duperie)*, étudiant les différentes modalités rhétoriques mobilisées par ces individus et ces groupes, ils mettent en évidence la manière dont ces agitateurs élaborent leurs griefs à partir d'une situation sociale vue comme productrice d'expériences négatives et de malaises. Un des éléments clés de cette rhétorique se situe dans les multiples violences et frustrations que l'organisation des sociétés capitalistes modernes fait subir aux membres de ces dernières, sous la forme du chômage, de la misère sociale, de l'effritement des relations sociales, ou encore de la rationalisation du travail et des institutions. Aussi les sentiments auxquels l'agitateur se réfère ne sont-ils pas inventés de toute pièce, mais bien ancrés dans la réalité sociale. Ces agitateurs ne sont d'ailleurs pas les seuls à souligner l'emprise accrue du sentiment de solitude et d'isolement de l'individu moderne, sa dépossession ou son impuissance, voire son aliénation face à un système économique et politique dont il s'estime exclu. À quoi s'ajoutent des phénomènes structurels comme, par exemple, le « remplacement de la classe des petits producteurs indépendants par de gigantesques bureaucraties industrielles, la détérioration des relations personnelles primaires entre les individus dans un monde de plus en plus mécanisé, et le remplacement des modèles traditionnels par la culture de masse » (Löwenthal et Guterman, 1949, p. 15).

À première vue, on pourrait croire qu'on a donc affaire à une préoccupation sociale forte, voire omniprésente, de la part de ces acteurs politiques. Or Löwenthal et Guterman s'attachent à montrer qu'il s'agit d'une présence

très singulière des aspects sociaux dans les discours et les harangues politiques de ces agitateurs. À aucun moment, en effet, les causes de ces malaises sociaux ne sont mentionnées, voire questionnées ou investiguées. Le discours de l'agitateur fasciste ne suggère jamais des causes réelles du malaise, auquel il fait sans cesse appel, inhérentes à la structure sociale. S'il s'épuise à parler de la corruption de la société moderne il ne tient en rien l'organisation de cette dernière comme responsable de ces maux. Si les fréquentes vitupérations de ces agitateurs contiennent de manière fréquente des références au chômage, on ne peut y trouver de véritables discussions sur ses fondements économiques. L'insatisfaction dont se nourrit l'agitation fasciste n'est guère renvoyée, par conséquent, à une cause *objective*, mais plutôt à une sorte de sensation subjective et diffuse de malaise.

En cela, le procédé politique de l'agitation fasciste diffère en tout point de la politique menée dans une optique de réforme sociale ou de révolution par le camp progressiste et démocratique. Là aussi, pourtant, la question des souffrances et des expériences négatives faites par les sujets sociaux jouent un rôle essentiel dans ces politiques de réforme. Leur premier effort est de saisir les contours de ces malaises afin d'en comprendre les termes et d'en repérer les causes – sociales, économiques, politiques. Une fois que les contours de la situation de malaise sont identifiés, un « problème » doit être constitué afin qu'il puisse être formulé et porté politiquement par un ensemble d'acteurs concernés, prêts à en faire un objet de problématisation et de lutte politique. La constitution du problème par un « public concerné » est censée permettre d'intervenir dans l'arène parlementaire et sur les structures institutionnelles, de manière à agir sur les causes objectives donnant lieu aux expériences négatives et aux malaises sociaux (Dewey, 2010). Un tel processus d'identification et d'institution du problème requiert une démarche d'enquête faite d'interrogations, d'explorations, de tâtonnements, de formulation d'hypothèses, et donc d'élaboration progressive d'un cadre d'intelligibilité et de pertinence (Dewey, 1967 [1938]). Dans bien des cas, des embûches redoutables viennent toutefois se dresser sur le chemin de ce processus de problématisation des malaises, et c'est là le cœur d'une politique démocratique de réforme sociale. Il est important, dans un tel processus, d'une part, de circonscrire le problème, de délimiter son pourtour afin de pouvoir agir sur la situation ; d'autre part, il est important de s'adresser à des groupes spécifiques affectés par le malaise et concernés par le problème (Dewey, 2010). Autrement dit, une politique de réforme sociale cherche à transfigurer des malaises et des plaintes en problématiques objectives formulées politiquement, dans l'optique de leur résolution grâce à l'action politique. À l'inverse, comme le montrent Löwenthal et

Guterman, les agitateurs fascistes ne convertissent guère les malaises et les plaintes en actions collectives, pas plus qu'ils ne cherchent à circonscrire ses récriminations en cernant des problèmes objectifs susceptibles de faire l'objet d'un processus de résolution politique. Il adresse ses récriminations de manière générale, abordant pêle-mêle tous les domaines de la vie sociale, en ne s'adressant à aucun groupe particulier – tous les Américains étant de manière large des destinataires potentiels, hormis une minorité d'entre eux identifiée comme ennemie. Ces plaintes, ils en font « un thème déclencheur de pulsions destructrices auprès de leur public » (Löwenthal et Guterman, 1949, p. 37).

Aussi la « sensation subjective de l'insatisfaction » prend-elle la place de la recherche de causes objectives. L'absence d'enquête méthodique sur les causes objectives du malaise social et des souffrances qu'il engendre oblige l'agitateur fasciste à n'évoquer que des causes subjectives intangibles vers lesquelles se dirigent ses remontrances. Ces causes subjectives sont de deux ordres. Le premier concerne l'élément psychologique diffus, mais omniprésent dans la rhétorique fasciste : le malaise semble provenir non des rapports sociaux, mais du tréfonds de la psyché individuelle, renvoyant à une crise psychique, voire spirituelle. L'individu a dès lors l'impression, en développant de l'agressivité et de l'hostilité face au monde, de faire un « geste ultime de défense de son individualité ». Ce malaise aux effets psychologiques s'apparentant à une perturbation chronique diffuse et semble avoir une dynamique propre dont la source est d'autant moins connue et combattue que ce malaise est sans cesse nourri et utilisé par des acteurs qui s'emploient à l'invoquer de manière stratégique. Étant donné que le malaise est renvoyé à des couches profondes de la psyché, il est vu comme l'expression d'une frustration spontanée et de besoins spirituels essentiels. Löwenthal et Guterman montrent combien les agitateurs fascistes s'appliquent à réveiller ces couches psychologiques enfouies en s'adressant à ces dernières plutôt qu'à un groupe social spécifique. Ce qui leur permet de prétendre qu'ils représentent les « intérêts les plus généraux de la société » tandis que leurs adversaires ne s'occupent que de questions limitées comme le logement, le chômage ou les salaires et ne représentent que « des intérêts égoïstes de classe ». « Ils peuvent condamner les autres pour leur attitude apparemment matérialiste puisqu'eux, au contraire, n'ont à cœur que la nation et la race » (Löwenthal et Guterman, 1949, p. 17). C'est donc paradoxalement parmi les membres des groupes sociaux qui éprouvent avec le plus d'intensité ce malaise subjectif, et cela d'autant plus qu'ils ne font pas directement face à des contraintes objectives qui nécessiteraient d'eux une confrontation active à ces dernières, que se trouvent les individus les plus susceptibles d'adhérer à la rhétorique fasciste.

Le second ordre de causes subjectives des malaises sociaux dans la rhétorique fasciste concerne cette forme de canalisation et de détournement des insatisfactions vers une cible identifiée. Si l'agitateur fasciste ne s'enquiert pas de causes objectives au malaise par le biais d'une enquête, il a trouvé la réponse aux problèmes par sa promptitude à pointer des groupes sociaux ou des individus qu'il tient pour responsables de la situation pénible. Ce qu'il y a de déroutant dans cette rhétorique, notent Löwenthal et Guterman, c'est que là où l'on s'attend à trouver réponse à un « quoi ? », elle répond systématiquement comme si la question était de savoir « qui ? ». On trouve ainsi moult injures adressées à ces figures constituées en ennemies, sans trouver nulle part de causes objectives susceptibles d'être à l'origine du malaise. Elle pointe des ennemis, tenus pour responsables de tous les maux, qu'elle représente « comme agissant directement sur ses victimes, sans l'intermédiaire d'une forme sociale impersonnelle, comme le capitalisme qui est défini comme tel dans la théorie socialiste ». Et encore, ces ennemis responsables des malaises sociaux sont plus fantasmés qu'autre chose, dans des propos regorgeant de charges émotionnelles : « les Juifs, par exemple, sont le mal "incarné", l'agitateur tient simplement cela pour acquis, comme un état intrinsèque qui ne nécessite aucune explication ou développement » (Löwenthal et Guterman, 1948, p. 426). Le mal social attribué à l'ennemi est une tentative de réduire les forces impersonnelles censées gouverner la destinée humaine à un groupe d'individus affublé de caractéristiques négatives fantaisistes. Et en fin de compte, ce que les agitateurs fascistes proposent à titre de changement, c'est l'élimination symbolique ou physique de ces individus, et non pas une transformation des structures socio-économiques et politiques.

Parce qu'il n'exprime le malaise social que de manière floue et indirecte, l'agitateur fasciste peut donner l'impression de répondre au malaise en apportant une réponse efficace ; il se fait fort, le plus souvent, de prétendre à la supériorité imparable de ses « solutions » qui prennent le mal à la racine en exprimant le sentiment de malaise dans sa totalité, à l'heure où leurs adversaires politiques tergiversent et « chipotent » avec leurs réponses ciblées à des problèmes spécifiques. En se moquant de toute identification d'un problème objectif à une situation trouble, par l'examen réaliste et méthodique de cette dernière, l'agitateur est loin de diagnostiquer un problème, il s'enferme dans de pseudo-explications du mécontentement de son audience. À ce titre, il se masque la face – et celle de son audience – sur la teneur même de la réalité sociale, il la « distord » en traitant les malaises sociaux comme des apparences subjectives non dotées de réalité objective. Pourtant, ces malaises ne sont guère des mirages, tant ils émanent, on l'a vu, des caractéristiques

de l'organisation des sociétés modernes, avec leurs modes de rationalisation, leurs injustices et leur froideur. Loin d'être une illusion de l'audience ou encore une invention de l'agitateur, le malaise social est un symptôme psychologique d'une situation réelle d'oppression, face à laquelle les sujets sociaux sont potentiellement en demande de changement. Or l'agitation fasciste ne leur donne aucune réponse sur la base d'une action politique appropriée, étant donné que les procédures élémentaires d'institution du problème font défaut. Cela fait penser à ces « méthodes fallacieuses » dont parle Charles Sanders Peirce dans sa théorie de l'enquête lorsque, face à une situation de rupture subite des croyances pratiques et des habitudes d'agir, les sujets sont amenés à interroger les procédures pratiques et les modes d'engager dans des situations devenues problématiques (Peirce, 1984b [1878]). Les « méthodes fallacieuses » sont ces formes d'investigation promptes à rendre aveugles à l'objet du trouble en incitant à rechercher des solutions déplacées qui n'atteignent pas l'objet du trouble. Aussi ne permettent-elles pas de saisir la réalité dans sa dimension objective, elles passent à côté de cette dernière en s'escrimant à répondre aux difficultés posées sans jamais atteindre les véritables causes du « mal ».

Une telle politique a des conséquences considérables puisqu'elle ne parvient pas à résoudre les troubles et à répondre aux malaises sur lesquels elle se base. Pire, l'agitation fasciste participe à la reproduction du malaise et à son approfondissement, alors même qu'elle donne l'impression de lui donner réponse par ses solutions fallacieuses. Pour décrire cela, Löwenthal et Guterman usent de la métaphore du médecin malveillant qui répondrait à un patient en demande de soins face à son affection cutanée, qu'il convient de se gratter davantage : « Le malaise peut être comparé à une maladie de la peau. Le patient qui souffre d'une telle maladie a un besoin urgent et instinctif de se gratter. S'il suit les ordres d'un médecin compétent, il s'abstiendra de se gratter et cherchera un remède pour soigner le mal. Mais s'il succombe à cette réaction instinctive, il se grattera avec plus de vigueur encore. Cet exercice irrationnel d'automutilation lui procurera un certain soulagement, mais augmentera simultanément son besoin de se gratter, et il ne guérira en rien sa maladie. L'agitateur dit : continuez de vous gratter » (Löwenthal & Guterman, 1949, p. 16).

Ainsi, l'agitateur amène son audience à l'acceptation de la situation ayant produit le malaise dont elle souffre, et il la contraint au *statu quo* sous couverture d'une protestation bruyante. L'agitation fasciste s'avère donc être un conservatisme, ne donnant nullement réponse aux problèmes dont elle se nourrit,



mais en les renforçant davantage. Une telle politique produit par conséquent les conditions de sa reconduction et s'assure une pérennité en s'agitant davantage. Elle ne cherche en aucun cas à répondre au malaise social puisqu'il est le socle de mécontentements sur lesquels elle fait son beurre : « L'agitateur gravite autour du malaise comme une mouche à fumier. [...] Il se vautre dans le malaise, il le savoure, le déforme, l'aggrave et l'exagère au point de devenir quasiment un lien paranoïaque au monde extérieur. Une fois que l'audience de l'agitateur a été conduite à cet état paranoïaque, elle est mûre pour lui accorder son attention » (*ibid.*). Une telle « politique » reproduit elle-même les conditions de sa propre pérennité.

Une action politique démocratique visant à développer une connaissance précise des causes objectives des troubles et des malaises par l'intervention de l'enquête et de la raison publique, en participant ce faisant à rendre le public conscient des causes objectives des problèmes dont il fait l'expérience, s'avère être en contradiction avec les visées premières de l'agitation. Cette dernière s'escrime au contraire à « enflammer les ressentiments fumants de ses auditeurs » en s'adressant à eux pour titiller leur colère, la sortir de son sommeil pour lui donner une voix et une caution politique. Ce faisant, on se situe aux antipodes de l'activité politique démocratique, dont le propre est de parvenir à la formulation de problèmes sociaux dans l'espace public afin de trouver des réponses politiques et de développer des solutions pratiques, en prenant en compte différents intérêts divergents. Au lieu de ce travail politique impliquant la « sublimation » des colères et des émotions, l'agitation fasciste fait l'inverse. C'est pour cela qu'Adorno disait du fascisme qu'il est une « psychanalyse à l'envers ». L'agitateur n'est autre qu'un psychanalyste malveillant, cherchant non pas à rendre conscient l'inconscient en explicitant le travail sous-terrain des pulsions, des peurs et des obsessions ; il encourage la peur, stimule les instincts pour en faire son matériau politique. Dès lors, les émotions exprimées dans l'agitation fasciste acquièrent une force indépendante et intouchable, préexistant à toute articulation d'un problème, et préexistant à ce dernier.

### **Pathologies de l'espace public**

Les analyses menées par les membres de l'IfS aux États-Unis portent sur un espace public et politique dont les principes restent démocratiques – contrairement à l'Europe à la même époque, soumise aux pouvoirs fascistes. Il s'agit d'un espace public en tensions entre différentes orientations politiques, dans

lequel s'opposent des conceptions républicaines, libérales, socialistes, communistes, autant d'orientations avec lesquelles les agitateurs fascistes analysés par l'IfS ont à composer. L'examen des discours et des modes d'adresse de ces agitateurs en dit long cependant sur la difficulté de ces agitateurs à composer avec une conception pluraliste-démocratique de l'espace public et de la société. Dans leurs gestes mêmes, ces agitateurs annoncent l'abrogation de toute possibilité d'être différent et le rejet de toute proposition jugée incompatible avec leurs manières monolithiques de voir et de faire. L'absence de recours à l'enquête sur des causes objectives pour instituer et constituer des problèmes politiques relègue à l'arrière-plan l'exercice de la raison publique. Le rejet des procédures d'élaboration d'une interprétation « vraie » de la réalité, dans ses aspects objectifs et subjectifs, rend caduque toute conception de l'intelligence collective, du processus d'apprentissage par l'échange et la discussion des points de vue se déployant dans un espace public démocratique (Voiron, 2009). Un tel renoncement incite les destinataires à s'en remettre aux arguments d'autorité des leaders qui, par simples coups de force, affirment avoir le dernier mot.

Dans les pays d'Europe où le fascisme a gagné la bataille, l'espace public politique et les insistances démocratiques qui l'accompagnent ont été liquidés – en Allemagne dès 1933 avec l'accès au pouvoir du nazisme. L'espace de confrontation des points de vue et d'orientations politiques, de débats et de conflits ouverts, de disputes et de querelles, qu'est l'espace public politique, s'est liquéfié pour devenir un espace lissé d'une seule parole et d'une seule version du réel, alimenté par la propagande. Aux discours multiples d'une vie politique plurielle propre à la dynamique démocratique succède une parole unifiée et homogénéisante à laquelle chacun.e est censé se soumettre. Le caractère lisse de la propagande efface de sa surface les modes d'investigation propres au processus public d'enquête et de déploiement de l'intelligence collective qui l'accompagne. Au lieu d'un espace public nourri par la problématisation et l'investigation collectives, une adhésion disciplinée est privilégiée sous la forme d'une identification symbolique à ce qui est et qui doit être accepté tel quel – une surface symbolique renvoyant à la construction idéologique d'une communauté symbolique unifiante projetée qui ne se discute pas (« nous », le « peuple », etc.). Face à l'impossibilité de recourir à une construction collective de raisonnement pratique et dialogique, pensée comme le fruit dynamique d'une pratique sociale, le fascisme nourrit une idéologie de la « communauté du peuple » construite comme l'idéalisation exaltée d'une collectivité homogène (Marcuse, 1970 [1934]). Une communauté fictive dans

laquelle les différences structurelles sur le plan social et économique et les inégalités qui les accompagnent n'ont aucune place : elle les efface sous les traits abstraits de la « communauté nationale », censés être partagés à l'unisson par les membres de la collectivité. Elle fait ainsi l'impasse sur les rapports de pouvoir au sein de cette collectivité, sur les disparités sociales et économiques et les inégalités sociales la structurant en profondeur. Homogénéisée de manière fictive, construite sur des éléments de commune appartenance, cette « communauté », sous la forme du « peuple » ou de la « nation », est présentée comme reliée de manière organique dans ses différents éléments, ses membres étant vus comme semblables dans une entité pacifiée.

Les différences ne peuvent guère être pensées au sein de cette communauté, elles ne sont susceptibles d'exister qu'en dehors de ses frontières. Ce genre d'idéologie de la communauté, opposée au public politique, est donc condamné à opérer des distinctions essentialistes entre le dedans et le dehors, entre les *in* et les *out*, ceux et celles qui en sont et ceux et celles qui n'en sont *pas*. Et très vite, ce genre d'idéologies en vient, par une dynamique interne qui leur est propre, à définir avec force d'exclusion les critères pour « en être », stigmatisant et excluant les sujets ou groupes qui « n'en sont pas » et dont l'existence même est vue comme troublante. On l'a vu, dès lors qu'il ne s'agit guère d'identifier objectivement des problèmes sur le plan des structures socio-économiques afin d'y élaborer des réponses ni de mener une réforme des structures sociales en vue de réduire les inégalités pour répondre aux injustices sociales, le fait de devoir s'escrimer à identifier des *sujets*, des personnes ou des groupes à la source des malaises est la voie fatale. Ces individus ou groupes sont dès lors placés en dehors de la « communauté », tenus pour responsables de la situation présente. Placés hors de la « communauté symbolique », ces sujets sont pris pour cibles, les causes de la situation présente leur étant désormais attribuées en vrac. Une telle projection a l'avantage, pour ses promoteurs, de renforcer le principe de cette « communauté symbolique » par opposition à cette figure externe. Les émotions négatives liées aux frustrations subies, aux souffrances vécues, aux renoncements à soi et à la violence de l'aliénation sont canalisées dans cette entité homogénéisante abstraite dans laquelle chacun peut d'autant plus trouver place qu'il se voit gratifier de n'être pas « out » et honoré d'en faire partie. Le déferlement d'agressivité et de violence symbolique ou physique à l'égard des « out » offre en retour une satisfaction à ces sujets souffrant eux-mêmes de la violence que leur fait subir l'organisation du système socio-économique. La communauté réconciliée est une projection subjective, au niveau symbolique (sur un mode idéaliste), elle ne résout en rien les fondements organisationnels

à l'origine des malaises sociaux, avec leur lot de souffrances et de frustrations. De plus, les sentiments négatifs émergeant de l'expérience vécue du malaise continuent d'exister sans trouver de réponse – sans être transfigurés ou « sublimés » en problématisations politiques tournées vers des réponses effectives et le dépassement des contradictions ; ces malaises sociaux et ces souffrances ne peuvent que s'accroître encore davantage.

Le type d'individu attaché à cette communauté symbolique a tellement peu à voir avec celui que suppose un espace public pluraliste et démocratique, et le renoncement qu'il exige semble tellement étranger à une conception libérale-démocratique, qu'on peut légitimement se demander comment il se fait que des individus modernes ayant un sens élémentaire des libertés publiques, de leurs droits, et un sens de l'autonomie sont susceptibles de s'y livrer sans cultiver aussitôt un fort sens de l'aliénation. Car contrairement à l'espace public démocratique qui exige des individus une capacité de jugement, de penser par soi-même et d'être en mesure d'opiner, de prendre position en choisissant entre différentes options possibles, la communauté symbolique exige une déférence et une docilité proche du déni de soi. Dans son ouvrage publié en 1940 intitulé *La Peur de la liberté*, Erich Fromm avait analysé avec brio le mécanisme par lequel les individus préfèrent renoncer à leur liberté de choix et de jugement, pour s'en remettre à des forces externes auxquelles ils s'aliènent ; ce renoncement à la liberté, s'il s'accompagne de cette immense perte, signifie aussi le soulagement de n'avoir plus à effectuer le travail constant sur soi-même qu'exige la liberté. Les idéologies de l'intégration et de la communauté se nourrissent de ce renoncement à soi et du soulagement reconfortant qu'elles donnent l'impression d'apporter à des individus ayant fait leurs adieux à l'autonomie. Adorno va plus loin encore dans ses recherches psychosociologiques sur le type de sujets qui semble ajusté à l'autoritarisme politique, en montrant qu'à la différence du sujet ou de la « personnalité libérale » propre à l'espace public démocratique (Adorno, 2007 [1950]), le sujet autoritaire s'en remet à cette surface unifiée, symbolisée dans la « communauté du peuple », qui semble offrir un espace de projection subjective à l'aune duquel le sujet retire moult satisfactions. Le sujet autoritaire témoigne d'une profonde inaptitude à développer un rapport autonome et réflexif à soi, il s'en remet à des instances collectives ; son existence émotive est, pour ainsi dire, projetée dans des figures externes idéalisées ; au pire, elle l'est dans des objets d'agression sur lesquels se déverse une violence d'autant plus grande qu'elle se nourrit de ses renoncements. Sa vie intérieure est tellement soumise à des forces externes que toute la dialogique entre existence intérieure et engagement public propre au sujet « libéral » vole en éclats, au profit d'un espace homogénéisant tendant

à dissiper toute particularité – d’où le thème de l’identité cher à Adorno. Et ce d’autant plus que cet espace devient la projection d’un « narcissisme collectif », un processus renvoyant à l’isolement croissant des individus dans la modernité capitaliste et à la cassure des liens dialogiques entre ces sujets, à la déstructuration des espaces de formation fondant l’autonomie politique, à la transformation de la culture publique en objet d’identification. Selon Adorno, inaccomplis en tant que sujets, car privés de la possibilité d’en être, ces êtres projettent un « royaume secret » dans cet objet commun. Ce faisant, le narcissisme collectif tend à « compenser la conscience de l’impuissance sociale, qui pénètre jusque dans les constellations pulsionnelles individuelles », atténuant du même coup « le sentiment de culpabilité dû au fait que les individus ne sont ni ne font rien qui serait conforme à leur conception d’eux-mêmes ; ils compensent tout cela en se faisant membres – réellement ou en imagination seulement – de quelque chose de plus grand, de plus général, à quoi ils attribuent tout ce qui leur manque à eux-mêmes et dont ils reçoivent en retour, dans la mesure où cette instance les représente, quelque chose comme une participation passive à ces qualités » (Adorno, 2011, p. 207). Par conséquent, le narcissisme collectif renvoie au processus d’isolement de l’individu face à la participation publique et à la projection de leur déni d’eux-mêmes sur un objet commun investi d’affects, dans lequel ils acceptent de se « retrouver » tout en s’y perdant.

## « LEÇONS » DE LA THÉORIE CRITIQUE

Ce parcours dans l’histoire de la Théorie critique et des recherches empiriques menées par ses membres fait ressortir l’importance qu’avaient prise les transformations de la culture, et les « pathologies de l’espace public ». Beaucoup d’éléments de ces observations restent spécifiques à la période historique analysées par ces chercheurs. En revanche, d’autres éléments conceptuels et empiriques ont gardé leur actualité et sont, à ce titre, susceptibles de nourrir des recherches contemporaines sur des phénomènes similaires. Certes, à l’ère du numérique et des réseaux sociaux, de la communication interactive et des plateformes dites « participatives », les observations sur le langage des agitateurs américains des années 1930 et 1940, peuvent sembler en décalage avec les problématiques actuelles. Pourtant, c’est justement en raison des différences et des spécificités des infrastructures contemporaines de la communication et des formes qu’a prise la culture à l’heure actuelle que beaucoup d’éléments analytiques et conceptuels peuvent encore être tirés des études menées par les chercheurs francfortois. Afin de synthétiser quelques aspects

au sein d'un cadre passablement complexe, il est possible de tirer certaines « leçons » de ces travaux de la Théorie critique, dans le but de nourrir des recherches et des réflexions actuelles, d'armer une intelligence pratique et un bagage conceptuel pour mieux rendre intelligibles ces phénomènes, les comprendre et les combattre.

### **Penser les contradictions**

Aux yeux de la Théorie critique, les processus autoritaires menant au fascisme ne sont pas étrangers au projet moderne et à ses exigences de raison. Ils émanent au contraire du cœur de ce dernier, de ses contradictions et surtout de ses inconséquences. Le fascisme n'est pas né en marge de la civilisation, en colonisant peu à peu, « du dehors » pour ainsi dire, les nobles idéaux de l'émancipation bourgeoise ; il vient de ses entrailles, de ses contradictions internes, et il se nourrit des inconséquences pratiques dans la réalisation de son projet. Il est un rejeton de la modernité bourgeoise, à la fois de son désir d'émancipation, de ses promesses et de ses renoncements dans les efforts qu'elle a déployés pour le réaliser. Il est né de l'inconséquence dans l'affirmation, d'une part, des idéaux universels de liberté et d'égalité, sans se donner les moyens de les réaliser concrètement pour tous et toutes – et tout en déployant, d'autre part, des stratégies politiques visant à étouffer les exigences des « masses » tournées vers leur réalisation effective. Ainsi, l'émotionalisme typique des agitateurs fascistes doit beaucoup, historiquement, aux stratégies d'amadouement politique développées par les leaders bourgeois, à leur recours aux affects tactiques pour s'assurer l'attachement des « masses » à des projets pourtant contraires à leurs intérêts (Horkheimer, 1974a [1936]). Par ailleurs, les thèmes abordés par les agitateurs fascistes puisent abondamment dans le registre descriptif et politique développé par les forces progressistes pour faire avancer la cause « sociale » et les principes de la justice sociale. Si les thèmes auxquels recourent les agitateurs ne sont pas étrangers à ceux qu'abordent les « réformateurs » ou les « révolutionnaires » progressistes, ils sont détournés de leurs visées rationnelles de compréhension et de transformation sociales, au profit de finalités purement « communautaires ». La visée subjective de la communauté d'identiques, niant les inégalités objectives (sociales, économiques, etc.), l'idée de la grande « communauté » (nationale, ou « communauté du peuple » selon le terme nazi de la *Volksgemeinschaft*) lissée de ses aspérités socio-économiques, et donc forcément de ses classes sociales, en sont l'expression. Elles se construisent en opposition à ses « ennemis » intérieurs et extérieurs (le non-national, l'étranger, l'Autre, etc.), constitués en repoussoirs.

À l'idée de « société plurielle », composée de multiples aspérités appelées à se combiner, le fascisme substitue celle d'une communauté lisse et sans aspérités. En un sens, l'agitation fasciste se faufile dans les difficultés du projet moderne et dans les contradictions des sociétés capitalistes avancées, pour se nourrir des malaises et des souffrances que ces dernières engendrent. Mais elles tirent également leur jeu des difficultés pratiques que peuvent rencontrer les politiques progressistes pour développer des formes d'intelligence collective à partir de situations de misère et d'injustice, pour parvenir à mener l'enquête sur des aspects problématiques de la réalité sociale, à faire porter la critique sur ces derniers. En un sens, ces stratégies d'agitation se nourrissent de la difficulté réelle à continuer de faire exister des procédés démocratiques dans les conditions hautement inégales et injustes du capitalisme avancé, dont les effets destructeurs consistent à remettre en cause les processus de la raison publique.

Le thème de la contradiction interne à la modernité est au centre des développements de Horkheimer et Adorno dans la *Dialectique de la raison* (1974 [1947]), lorsqu'ils constatent l'intrication du mythe et de la raison à l'ère des fascismes européens (Adorno et Horkheimer, 1974 [1947]). Cela suppose en outre deux choses : que les ressorts de l'agitation fasciste sont ancrés dans des éléments régressifs du « sens commun » que les agitateurs – ces « psychanalystes à rebours » – savent exploiter à des fins stratégiques. Cela signifie, en outre, que le fascisme n'est pas seulement identifiable en tant que mouvement politique aux pourtours définis et qu'il serait mesurable par le biais des seuls encartages politiques, car il existe aussi à titre de phénomène diffus concernant tous les sujets sociaux. Cela signifie, enfin, que les ressorts dont il parvient à se nourrir à des fins stratégiques et politiques sont ancrés dans des renoncements ou des difficultés réelles à déployer socialement des pratiques de construction collective du sens et de l'appartenance sociale, basées sur des processus réflexifs et sur l'exercice du jugement et de la raison. C'est, entre autres, dans le renoncement collectif à mener une investigation réfléchie sur les contours de l'existence sociale au sein d'un espace public déployant la raison pratique que se nourrit le fascisme. Ce renoncement est propre à encourager les comportements irréfléchis où sont susceptibles de prédominer la colère et la haine d'autrui – autant de ressorts d'une impulsivité indomptée par le questionnement qui alimentent l'« agitation des esprits ». Cela reviendrait à dire qu'en chacun d'entre nous sommeille un fasciste, susceptible d'éclore lorsque son agressivité et ses penchants les plus vils sont entretenus et encouragés jusqu'à les faire exploser.

La prise en compte de ces éléments a, entre autres, deux conséquences majeures sur l'étude de ces phénomènes. La première est que l'on court le risque de ne pas voir grand-chose si l'on cherche à estimer l'ampleur de ces mouvements en se concentrant uniquement sur les acteurs ou les groupes qu'on a d'emblée catégorisés comme « fascistes » ou « d'extrême droite ». Bien plus, il conviendrait de porter le regard sur d'autres franges de la population afin de savoir dans quelle mesure – et comment – les ressorts psychosociologiques typés par les discours fascistes ont quelque chance d'y trouver écho. C'est sans doute là une des leçons des travaux d'Adorno sur la « personnalité autoritaire » et ceux de Fromm sur le sujet autoritaire (Adorno, 2007 ; Fromm, 2007 [1940] ; Schmidt, 2009 ; Rensmann, 1998) : aller voir du côté de franges de la population qui ne sont pas d'emblée estampillées « extrême droite », pour voir comment certains thèmes portés par cette dernière sont susceptibles d'y trouver résonance. À l'ère de la radio et de la propagande de masse, cela suppose d'analyser non seulement certaines structures rhétoriques et certaines formes d'adresse radiophoniques pour en comprendre les ressorts rhétoriques et examiner le type de sujets adressés qu'ils présupposent, mais aussi les structures psycho-sociales du caractère rendant possible la réception positive de ce genre de discours (Adorno, 1977a [1943], 1977b [1951], 2011). À l'heure de « l'Internet des droites extrêmes », cela signifie, par exemple, de se donner les moyens d'investiguer sur des groupes qui ne sont pas inscrits dans les structures militantes des droites extrêmes pour comprendre par quels processus les types de discours engendrés par ces structures risquent d'y trouver quelque écho. Les stratégies de « réinformation » des droites extrêmes qui se déploient sur le net<sup>1</sup>, de même que les formats informationnels issus de ces réseaux, avec leurs formes discursives spécifiques (traits conspirationnistes, etc.), peuvent toucher des cercles plus larges que ces milieux. Savoir quelles sont leurs chances d'avoir un écho et sur quelles carences des structures publiques démocratiques elles sont susceptibles de prendre essor pourrait être une des interrogations de la recherche sur ces questions (Decker *et al.*, 2015).

La seconde conséquence de la prise en compte de l'idée selon laquelle le fascisme prend naissance dans les contradictions et les inconséquences du projet moderne est qu'il n'apporte pas de réponse « rationnelle » à ces contradictions. En ce sens, il ressemble à une réaction colérique se contentant d'ajouter d'autres contradictions aux contradictions existantes. Si le fascisme se nourrit

---

1. Sur ce point, voir l'article de Thomas Jammet et Diletta Guidi dans le présent numéro.



des malaises et des souffrances engendrés par les inégalités objectives et les injustices des sociétés capitalistes avancées, et s'il écarte vigoureusement toute forme d'investigation sur leurs fondements objectifs pour se contenter de bredouiller des réponses subjectives ou culturelles, alors il ne peut qu'aggraver la situation problématique dont il se nourrit. Pour analyser ces processus, la sociologie de l'agitation fasciste ne saurait se satisfaire d'une étude de la rhétorique et des procédés fascistes ; elle doit se pencher de manière fine et concrète sur ces inconséquences et ces contradictions – ainsi que sur la manière dont cette irrationalité parvient à s'auto-alimenter. L'absence de solutions sociales et économiques effectives aux problèmes sur lesquels le fascisme prend son essor encourage le renforcement des stratégies objectives : la discrimination accrue des « autres », des non-communautaires, le renforcement de l'agressivité à leur égard pour répondre aux frustrations grandissantes d'une situation objective de malaise social allant en s'empirant. Ce cercle vicieux de l'agressivité est l'avenir enivré du fascisme. C'est le fruit des contradictions dont il émane et qu'il renforce par son mode de faire et sa politique de l'entêtement. Un tel déficit de raisonnement ouvre la voie à une critique permettant de montrer ce qu'une enquête raisonnée aurait démontré en termes de réalité objective.

### **Récuser le subjectivisme volontariste**

La seconde leçon de la Théorie critique concerne le *subjectivisme* et inversement la nécessité de disposer d'une conception de l'objectivité du réel pour saisir ce qui se joue dans ces phénomènes. L'agitation et la propagande fascistes sont empreintes de subjectivisme, elles se font au mépris de la dimension objective. Il y a chez ces acteurs une sorte de révolte contre la factualité, doublée d'une négation du réel, au nom de la volonté et d'une affirmation d'indépendance. Cette volonté subjective insoumise se joue du réel, dans un geste faisant mine de s'en déprendre à gros renforts d'envolées louant la « puissance d'agir » censée mettre le réel à sa botte. À la communauté idéelle des discours du volontarisme subjectif, s'oppose l'analyse des dimensions objectives du monde social, dans ses dimensions socio-économiques et structurelles. La « communauté symbolique » invoquée par la rhétorique fasciste ne résiste pas à l'examen du monde social dans sa matérialité et ses ressorts socio-économiques. En conséquence, la prise en compte de la structure socio-économique à travers une perspective attentive au social et à l'économique est un aspect décisif de cette « leçon » pour ainsi dire « antisubjective » de la Théorie critique dans son examen du phénomène fasciste. Quand Horkheimer

clame que quiconque « ne veut pas entendre parler du capitalisme devrait aussi se taire sur le fascisme », il souligne cela avec force (Horkheimer, 1978a, p. 63 [1939]).

L'attention portée par l'IfS à la rhétorique, dans ses liens avec la dimension socio-économique, de même que le refus de mener une analyse du monde social exclusivement confinée au culturel ou au communicationnel, pour saisir les tréfonds de la teneur psychique, appartient à cet héritage théorique. Selon les membres de l'IfS, le succès de la propagande fasciste a tout autant à voir avec les modalités spécifiques de structuration d'une couche intrapsychique, socialement produite, mais située en deçà de la surface discursive actualisée dans les processus communicationnels de l'espace public. Selon cette perspective, une société dans laquelle les sujets ne parviennent guère à se réaliser dans leurs relations intersubjectives ordinaires, et à développer un rapport positif à eux-mêmes, tend à les rendre vulnérables aux « stratégies » d'influence déployées par des organisations autoritaires. On ne s'étonnera guère, par conséquent, que le fait de comprendre le phénomène autoritaire en adoptant un tel regard suppose de le réinscrire dans un ensemble socio-économique analysé à la fois sous l'angle de la culture, de la psyché et de l'économie politique. Il s'agit dès lors de saisir l'ensemble des conditions économiques, politiques, sociales, subjectives et culturelles concourant à la déférence envers les pouvoirs autoritaires.

À cette révolte subjective contre les faits, typique du fascisme, et aux délires subjectifs des démagogues de l'agitation, dont Guterman et Löwenthal ont dressé un tableau saisissant, s'oppose l'intelligence collective ainsi que l'enquête publique sur les troubles des configurations du réel et l'objectivité du monde (Dewey, 2010 [1927] ; Voirol, 2008). Il ne s'agit certes pas d'une objectivité « en soi », dénoncée par le « constructivisme »<sup>2</sup>, car elle n'émerge qu'à l'issue de procédures et d'investigations de longue haleine, passant par une série d'épreuves et de tests portant sur la teneur même du réel. Au sens où l'entendait Peirce, il s'agit d'une enquête engageant non pas des individus singuliers, dont l'opinion subjective en ferait des juges absolus de la vérité, mais une « communauté d'enquêteurs » opérant des tests de validation des croyances et des hypothèses engagées dans les pratiques effectives (Peirce, 1984a [1877], 1984b [1878]). Au cours de ces processus, cette « communauté d'enquêteurs » procède à la correction des connaissances

---

2. Voir entre autres, le classique de Peter Berger et Thomas Luckmann, *La construction de la réalité sociale*, 1966.

agencées antérieurement, ce qui permet d'échapper aux préjugés : en les soumettant à l'enquête, en testant progressivement les croyances, se constituent des connaissances objectives et vraies de la réalité<sup>3</sup>. Loin d'être en révolte contre les faits, la raison moderne à l'œuvre dans ces processus pratiques et collectifs s'applique à les comprendre dans ce qu'ils sont, avec leurs traits et leurs contours propres, ce qui implique une enquête publique par laquelle se constitue l'objectivité du monde.

On retrouve des enjeux similaires, non seulement dans la prise en compte – ou plutôt la négation – de la dimension socio-économique par les droites extrêmes et la réduction de l'activité politique à la dimension « communautaire » (ethnique, nationale, etc.), mais également en ce qui a trait à la manière de traiter la question de la *factualité* (Voirol, 2010, pp. 51-57). Depuis plusieurs décennies, un des terrains privilégiés de l'agitation fasciste est celui de l'information, par le biais de la stratégie de « réinformation ». Il s'agit en quelque sorte de redéfinir le rapport au réel des audiences de ces stratégies, en court-circuitant le rôle des médias classiques. La stratégie de « réinformation » entend redéfinir l'information produite par les médias classiques en les faisant passer par un filtre idéologique fonctionnant selon les procédés de l'agitation. Elle opère sur fond de critique du « système médiatique », soupçonné de « cacher » ou de dissimuler certains aspects de la réalité en raison de l'agissement des « élites » censées animer ces médias. Une telle stratégie s'inscrit dans le cadre d'une opération politique conceptualisée en termes de « métapolitique » par des théoriciens d'extrême droite, dont l'objectif est de déplacer l'action politique sur le terrain culturel et informationnel, pour viser indirectement le pouvoir politique.

À l'aune d'une telle stratégie, le rôle croissant de l'Internet dans l'activité sociale et dans les modalités d'information, ainsi que la remise en cause progressive du « pouvoir médiatique » représente une aubaine. Avant l'avènement de l'Internet, les *mass media* détenaient à eux seuls un pouvoir extraordinaire de configuration du sens de la réalité sociale, donnant accès au sens de « ce qui se passe » à des audiences élargies. Ces informations sont construites sur la base de procédés de fabrication et de vérification fondés sur des modes de recoupement des points de vue, la multiplication et la vérification des sources.

---

3. À ce titre, Peirce souligne : « The very origin of the conception of reality shows how this conception essentials involves the notion of a COMMUNITY, without definite limits, and capable of an indefinite increase of knowledge », in *The Essential Peirce*, vol. 1, 1992, p. 52.

C'est une série d'épreuves de réalité et d'opérations d'objectivation qui contribuent à construire l'information médiatique produite en continu dans les canaux d'information à l'échelle globale. Les recherches sur le journalisme ont montré combien cette conception des *news* s'est construite sur une opposition entre faits et opinions, grâce à des procédures précises de neutralisation axiologique et d'objectivation factuelle (Tuchman, 1978 ; Chalaby, 1998a, 1998b). Sans cette conception de l'information et ces procédures pratiques de validation d'une « vérité factuelle », tout l'édifice du journalisme moderne tendrait à s'effondrer, de même que l'espace informationnel qui l'accompagne (Schudson, 1996). Le rôle des médias de communication est d'opérer cette « mise en information » des occurrences qui comptent au sein de la société, de faire un tri, de sélectionner les faits pertinents, mais aussi de condenser la densité informationnelle, d'ordonner les informations dans des hiérarchies d'importance, et de construire un sens validé de la réalité de « ce qui se passe » (Pollner, 1987 ; Habermas, 1996). Ces opérations sont guidées par des principes normatifs propres au journalisme moderne et au fonctionnement des médias (indépendance face aux pouvoirs, diversité des points de vue, couverture de l'actualité, incitation des dirigeants à rendre des comptes, etc.). Ce ne sont toutefois pas les seules logiques opérant dans la construction de l'actualité, puisqu'il faut compter avec les processus propres au champ médiatique, la condensation du réseau informationnel, le diktat des formats médiatiques, l'organisation rigide des institutions médiatiques, l'emprise des logiques de commercialisation, la pression des forces économiques et des contraintes de financement. Autant de processus dont le propre est de limiter considérablement les chances d'accès à la communication publique. Que ces opérations s'inscrivent dans de larges structures dont les formes d'organisation reposent sur une puissance économique évidente et sur des opérations de sélection et de condensation, tout cela fait des *mass media* une forme spécifique de pouvoir dans les démocraties contemporaines, le « pouvoir médiatique » portant sur le contrôle stratégique des flux de communication (Habermas, 1993, p. xvi [1962]).

On ne s'étonne guère qu'un tel pouvoir donne lieu à des critiques pointant entre autres ses opérations de sélection de l'information et du discours public, ses modes d'organisation en partie structurés par des impératifs capitalistes. La critique « progressiste » tente de s'en prendre à ce pouvoir pour en limiter l'emprise, en dénonçant les modes de construction sélectifs de l'information, les manières dont ces dernières reproduisent les rapports de pouvoir au sein de la société, ou encore la relégation de certaines thématiques ou groupes

sociaux. Allant de pair avec ces critiques, nombre de projets et structures d'information « alternatives » tentant de fabriquer l'information sur des bases plus inclusives et visant à limiter l'emprise du pouvoir médiatique ont vu le jour. Attachée à la raison pratique, cette critique vise à étendre les processus de constructions de la réalité sociale à des réalités et des groupes exclus de l'espace public ; si elle s'en prend à des principes tels que l'indépendance ou le pluralisme, c'est moins en raison de leur contenu normatif, que pour leur effectivité pratique insuffisante ; autrement dit, elle ne porte pas directement sur les processus de constitution de la factualité et de la « vérité ».

C'est dans un tout autre registre que s'inscrivent les critiques des médias et du journalisme issues des droites extrêmes et de l'agitation fasciste. Si elles s'en prennent au « pouvoir médiatique », ce n'est pas tant pour en pointer les modalités restrictives d'organisation ou l'insuffisante construction de l'actualité, que pour cibler des « personnes » et des groupes censés être aux commandes de ces médias – dont le limogeage serait à lui seul la solution au problème. Si ces critiques s'en prennent à l'actualité médiatique, c'est en leur opposant le soupçon d'être à la solde de l'opinion de ces « indésirables ». Cette critique du « système médiatique » oppose en outre à la factualité médiatique ses propres faits basés sur des opinions subjectives, et dont le propre est de court-circuiter les procédés d'enquête et d'objectivation propres à la factualisation de la raison publique sur laquelle repose le journalisme. Opposés aux faits du « système médiatique », les faits de la « réinformation » reconduisent la croyance positiviste naïve dans les « faits », l'entremêlant avec le registre des opinions.

La révolte subjective contre les faits se retrouve dans les efforts des droites extrêmes pour occuper le terrain de l'information, en concurrençant les médias officiels, en cherchant à constituer un nouveau « pouvoir informationnel » apte à façonner des audiences élargies grâce aux technologies de l'Internet. Le fait que le pouvoir médiatique et ses modes de fabrication et de diffusion de l'information soient bousculés par le rôle accru de l'Internet et des flux informationnels qui s'y déploient confère aujourd'hui à ces stratégies une influence certaine (Atton, 2006 ; Cammaerts, 2009). Elles entendent construire des communautés « ré-informées » dont le rapport au monde est transformé à l'aune des filtres idéologiques de l'agitation. En un sens, l'Internet des droites extrêmes parvient à se nourrir des carences du système médiatique et de ses contradictions (indépendance *versus* connivence, liberté d'expression *versus* exclusivité, etc.), dénoncées à juste titre par les forces progressistes depuis longtemps. C'est une des conséquences de la révolte subjective contre les

faits qui se déploie aujourd'hui avec force dans le domaine de l'information et de la communication en ligne.

### **Prendre soin de l'espace public**

Une autre « leçon » que l'on peut tirer des recherches de la Théorie critique consacrées au phénomène fasciste a trait à la nécessité et l'importance de *prendre soin de l'espace public* et de la raison pratique qui s'y déploie. C'est là un thème décisif de cette théorie, et une constance dès ses premières enquêtes sur la classe ouvrière et les employés, jusqu'à ses développements les plus récents. Il est par ailleurs frappant de constater combien les premières préoccupations sociologiques de l'IfS étaient déjà les processus d'étiollement de pratiques démocratiques soutenues par des institutions publiques (Fromm, 1980 ; Horkheimer, Fromm et Marcuse 1936). Par la suite, les premiers développements théoriques de la génération de la « reconstruction » démocratique dans l'Allemagne d'après-guerre ont porté sur la question de l'espace public et de la communication, considérés comme la condition d'une forme de vie démocratique (Habermas, 1964 ; 1993 [1962]). Auteur clé de cette génération pour ainsi dire « postfasciste », Habermas témoigne autant philosophiquement que biographiquement de cette importance décisive conférée à l'espace public (Habermas, 2015). « Habermas se décrit lui-même comme un enfant de la "rééducation". Il a repris la substance morale inscrite dans les principes constitutionnels des sociétés occidentales et en a fait la force même de sa philosophie » (Dubiel, 1992, p. 6).

Ce que les recherches de l'IfS montrent, c'est combien un des efforts constants de l'agitation fasciste consiste à vider l'espace public de son contenu politique et à l'appauvrir au point d'en faire un espace lisse servant à l'approbation d'un « peuple » réduit à une « communauté symbolique » unifiée. Ces travaux montrent en outre combien les techniques rhétoriques de l'agitation fasciste entendent désorienter et désarmer la pensée réflexive en sapant le socle pratique du jugement autonome, incitant les audiences à la déférence envers des instances auxquelles elles délèguent leur volonté. Un tel cas de figure laisse exsangue l'espace public, cet espace de relations et d'actions réciproques qui se recrée chaque fois que des sujets interagissent avec d'autres autour de thèmes d'intérêt commun, examinant le monde qui les entoure en cherchant à lui rendre une intelligibilité grâce à l'enquête, en élaborant un sens commun de la réalité, en confrontant des orientations et des propositions divergentes, et en établissant un sens de « ce qui se passe » et les traits de « ce qui devrait être » (Habermas, 1989).

En ce sens, l'espace public ne peut exister que de manière *plurielle*, en étant peuplé de propositions différentes et divergentes, traversées par des disputes et des conflits, des problématisations de questions et des réponses aux problèmes posés (Arendt, 1961). Il disparaît lorsqu'il est réduit à un point de vue unique, lorsqu'une vue monolithique est imposée à tous – comme c'est le cas dans les régimes autoritaires, prompts à faire disparaître l'enquête et la parole indépendante. Le fascisme est une hostilité à la pluralité, une volonté de réduire le monde à un modèle unique et de l'imposer universellement. L'attitude fasciste ne sait que faire avec l'altérité à soi, si ce n'est la traiter par le rejet. Le rejet de l'altérité implique un geste d'imposition qui, dans le fond, est la puissance subjective d'une impuissance réelle à interagir avec un monde pluriel. Il est davantage le fruit de la peur et de la haine de soi, d'une incapacité de se nourrir intersubjectivement d'autrui ; au final, il témoigne d'un refus de l'espace public en tant que lieu de confrontations et de productions relationnelles de différences (Mort, 2012). Soigner l'espace public comme pluralité, c'est en fin de compte défendre le principe d'une société plurielle, à l'opposé des tentatives mystificatrices d'imposer une « communauté symbolique ». On ne saurait penser de telles dynamiques sans la présence active de médias publics producteurs de pluralité informationnelle et relais de cette dernière.

À la question de la pluralité s'adosse celle de la *sensibilité*, allant de pair avec le refus de la domination et de l'instrumentalisation. Sur ce point, il n'a guère fallu attendre les travaux de Habermas rendant attentif aux processus de « colonisation » de l'espace public démocratique par un ensemble de mécanismes systémiques asséchant l'activité communicationnelle pour s'en rendre compte. Déjà dans ses considérations sur la « vie mutilée », Adorno montrait combien un univers langagier réduit à des stratégies capitalistes de valorisation ou livré à des opérations de promotion commerciales s'appauvrit, au point de s'enfermer dans la répétition du « déjà là » (Adorno et Horkheimer, 1974 [1947]). Cette perte de sensibilité à ce qui advient, la publicité commerciale comme la communication marchande y succombent, en réduisant l'échange langagier à des stratégies discursives. Elles peuvent contraindre par la force illocutoire les partenaires de l'échange à adopter un point de vue prédéfini. L'espace public s'effrite lorsqu'il est traversé par de telles formulations d'énoncés réduits à des assauts convaincus. On ne vise alors qu'à *faire agir*, et non pas à constituer publiquement le sens d'une réalité commune. En exigeant la non-instrumentalité, l'espace public présente les traits d'un espace sensible où les sujets engagés sont, non pas prédéfinis et insensibles, mais affectés par leurs engagements, tout en s'affectant les uns les autres. Participer à l'espace

public suppose par conséquent la sensibilité à autrui, l'écoute, la patience et la capacité d'endosser d'autres points de vue, bref de « devenir autre ». Car d'un engagement sensible dans l'espace public, on en ressort différent de la manière dont on y est entré. Aux yeux d'Adorno, une telle exigence impliquait que l'art et l'expérience esthétique occupent une place clé dans l'espace public et donc que les modalités de communication à l'œuvre dans ce dernier se nourrissent de contributions esthétiques.

Si une des qualités de l'espace public est sa dimension sensible, c'est non seulement que s'y engager implique une transformation de soi et des autres, mais aussi que ce qui s'y passe relève de l'*exploration*. Il est le lieu du questionnement tâtonnant et de l'enquête, de l'interrogation collective sur « ce qui se passe » dans un univers problématique. Il est le lieu de l'investigation sur le réel qui affecte un public, mais aussi du questionnement sur ce qu'est la collectivité, ses fondements et sur ce qu'elle entend être. Dans ce sens, l'espace public est le lieu de l'enquête, à partir de « troubles », et de la problématisation où ces troubles se transforment en problèmes politiques dignes de recevoir une réponse politique (Dewey, 2010 [1927]). Ce faisant, l'espace public est le lieu où les sujets apprennent, non pas dans l'isolement, mais dans le rapport aux autres, à se nourrir de leurs apports respectifs et de leurs interprétations pour se former eux-mêmes, contribuant à leur tour à nourrir cet espace en « donnant » de leurs activités aux autres contributeurs. C'est un espace dans lequel les individus isolés deviennent plus intelligents, car ils se nourrissent des apports des autres : en ce sens, c'est un lieu de *formation*.

Bref, il est le lieu par excellence où s'apprend, se rejoue et se déploie une « forme de vie non fasciste » (Casanova *et al.*, 2013), axée sur la sensibilité, la raison, l'exploration et la communication, à l'échelle de l'individu et du collectif. S'il convient de soigner l'espace public, c'est non seulement qu'il est le lieu de l'intelligence collective, et donc une condition essentielle à la formation individuelle, mais aussi parce qu'il est au principe de l'éducation individuelle et collective. Il n'y a pas que le système de formation scolaire qui concourt à la formation des citoyennes et des citoyens, mais aussi l'information et la communication au sein de l'espace public qui contribuent à en faire des sujets informés et réfléchis, capables de penser de manière autonome et de juger de manière fondée. Penser un espace public où s'opèrent constamment des processus de formation implique de disposer d'instances publiques qui sont à la hauteur de ce projet (médias, réseaux d'information, journalisme,



éducation, etc.). Ces instances sont « les mandataires d'un public éclairé dont ils présupposent, attendent et renforcent à la fois la volonté d'apprendre et la capacité critique » (Habermas, 1996, p. 403). Les tendances participant, à l'heure actuelle, à la réduction de l'information à des contenus appauvris, à l'enfermement des sujets sociaux dans ce qu'ils sont et savent déjà, impulsées par le fonctionnement capitaliste des entreprises médiatiques, conduisent à un affaiblissement de l'espace public. Il s'agit d'un espace fragile et vulnérable, dont l'importance pour toute forme de vie démocratique est à la hauteur des forces tendant à le défaire. Soigner l'espace public consiste en fin de compte à ne pas se satisfaire de cette vulnérabilité et à se donner les moyens d'assurer l'existence de processus d'information et de communication à la hauteur de ces exigences.

---

 RÉFÉRENCES
 

---

- ADORNO T. W. [1943] (1977a), « The Psychological Technique of Martin Luther Thomas' Radio Addresses », in T. W. ADORNO, *Gesammelte Schriften, Soziologische Schriften II*, Band 9.1, Frankfurt a. M., Suhrkamp, pp. 7-141.
- ADORNO T. W. [1951] (1977b), « Freudian Theory and the Pattern of Fascist propaganda », in T. W. ADORNO, *Gesammelte Schriften, Soziologische Schriften I*, Band 8, Frankfurt a. M., Suhrkamp, pp. 409-433.
- ADORNO T. W. [1950] (2007), *La Personnalité autoritaire*, trad. H. Frappat, Paris, Allia.
- ADORNO T. W. (2011), « Antisémitisme et propagande fasciste » (1946), in T. W. ADORNO, *Société : intégration, désintégration. Écrits sociologiques*, Paris, Payot & Rivages, pp. 299-311.
- ADORNO T. W., HORKHEIMER M. [1947] (1974), *La Dialectique de la Raison*, trad. E. Kaufholz, Paris, Gallimard.
- APOSTOLIDIS P. (2011), « Physionomie sociale ou industrie culturelle ? Adorno et la critique de la radio chrétienne », *Réseaux*, n° 166, pp. 159-190.
- ARENDRT H. (1961), *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy.
- ATTON C. (2006), « Far-right Media on the Internet: Culture, Discourse and Power », *New Media & Society*, 8(4), pp. 573-587.
- CAMMAERTS B. (2009), « Radical pluralism and free speech in online public spaces. The case of North Belgian extreme right discourses », *International Journal of Cultural Studies*, 12(6), pp. 555-575.
- CHALABY J. (1998a), *The Invention of Journalism*, New York, St. Martin's Press.
- CHALABY J. (1998b), « Journalism as an Anglo-American Invention: A Comparison of The Development of French and Anglo-Saxon Journalism, 1830's-1920's », *European Journal of Communication*, 11(3), pp. 306-326.
- CASANOVA V., CONFAYREUX J., DUCHÊNE L. *et al.* (2013), « Une vie non fasciste », *Vacarme*, 65, n° 4.
- DECKER D., KIESS J., BRÄHLER E. (eds.) (2015), *Rechtsextremismus der Mitte und sekundärer Autoritarismus*, Gießen, Psychosozial-Verlag.
- DEWEY J. [1938] (1967), *Logique. La théorie de l'enquête*, prés. et trad. de G. Deledalle, Paris, PUF.
- DEWEY J. [1927] (2010), *Le Public et ses problèmes*, prés. et trad. de J. Zask, Paris, Gallimard.

DUBIEL H. (1992), « Domination or Emancipation? The Debate over the Heritage of Critical Theory », in A. HONNETH (ed.), *Cultural-Political Interventions in the Unfinished Project of Enlightenment*, Cambridge Mass., MIT Press, pp. 3-16.

FROMM E. (1980), *Arbeiter und Angestellte am Vorabend des Dritten Reichs*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt.

FROMM E. [1940] (2007), *La peur de la liberté*, Lyon, Parangon.

HABERMAS J. (1964), « Öffentlichkeit. Ein Lexikonartikel », in *Kultur und Kritik. Verstreute Aufsätze*, Frankfurt a. M., Suhrkamp, pp. 61-69.

HABERMAS J. (1989), « Médias de communication et espaces publics », *Réseaux*, n° 34, pp. 81-94.

HABERMAS J. [1962] (1993a), *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.

HABERMAS J. [1962] (1993b), « Préface à la nouvelle édition de 1993 », in *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot.

HABERMAS J. (1996), *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Gallimard.

HABERMAS J. (2015), « Espace public et sphère publique politique. Les racines biographiques de deux thèmes de pensée », *Esprit*, 8, août-septembre, pp. 12-25.

HONNETH A. (2006), « Une pathologie sociale de la raison. Sur l'héritage intellectuel de la théorie critique », in *La Société du mépris*, trad. A. Dupeyrix, O. Voirol, P. Rusch, Paris, La Découverte, pp. 101-130.

HORKHEIMER M., FROMM E., MARCUSE H. (1936), *Studien über Autorität und Familie. Forschungsberichte aus dem Institut für Sozialforschung*, Lüneburg, Dietrich zu Klampen Verlag.

HORKHEIMER, M. [1936] (1974a), « Égoïsme et émancipation. Contribution à l'anthropologie de l'âge bourgeois », in M. HORKHEIMER, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, trad. C. Maillard et S. Muller, Paris, Gallimard, pp. 139-227

HORKHEIMER, M. [1937] (1974b), « Théorie traditionnelle et Théorie critique », in M. HORKHEIMER, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, trad. C. Maillard et S. Muller, Paris, Gallimard, pp. 15-81.

HORKHEIMER, M. [1939] (1978), « Pourquoi le fascisme ? », *Esprit*, n° 5, pp. 62-78.

HORKHEIMER, M. [1942] (1978) « L'État autoritaire », in *Théorie critique. Essais*, Paris, Gallimard, pp. 327-352.

INSTITUTE OF SOCIAL RESEARCH (1940). *The Collapse of German Democracy and the Expansion of National Socialism: A Research Project*. New York.

KRACAUER S. [1929] (2006), *Les Employés*, Paris, Éditions de la MSH.

- KRACAUER S. (2008), *L'Ornement de la masse*, trad. O. Agard, Paris, La Découverte.
- LÖWENTHAL L., GUTERMAN N. (1949), *Prophet of Deceit. A Study of the Techniques of the American Agitator*, New York, Harpers & Brothers.
- MARCUSE, H. [1934] (1970), « La lutte contre le libéralisme dans la conception totalitaire de l'État », in *Culture et société*, Paris, Éditions de Minuit, pp. 61-102.
- MARX K. [1859] (1965), « Critique de l'économie politique. Avant-propos de 1859 », in K. MARX, *Philosophie*, éd. établie par M. Rubel, Paris, Gallimard, pp. 486-492.
- MORT S. (2012), « Truth and Partisan Media in the USA: Conservative Talk Radio, Fox News and the Assault on Objectivity », *Revue française d'études américaines*, 133(3), pp. 97-112.
- PEIRCE C. S. [1877] (1984a), « Comment se fixe la croyance », in *Textes anticartésiens*, trad. et prés. J. Chenu, Paris, Aubier, pp. 267-286.
- PEIRCE C. S. [1878] (1984b), « Comment rendre nos idées claires », in *Textes anticartésiens*, trad. et prés. J. Chenu, Paris, Aubier, pp. 287-308.
- POLLNER M. (1987), *Mundane Reason: Reality in Everyday and Sociological Discourse*, Cambridge, Cambridge University Press.
- RENSMANN L. (1998), *Kritische Theorie über den Antisemitismus. Studien zu Struktur, Erklärungspotential und Aktualität*, Berlin-Hamburg, Argument Verl.
- SCHMIDT C. (2009), *Der autoritäre Charakter. Erich Fromms Beitrag zu einer politischen Psychologie des Nationalsozialismus*, Münster, LIT Verlag.
- SCHUDSON M. (1996), *The Power of News*, Cambridge Mass.-London, Harvard University Press.
- STERNHELL Z. (1989), *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard.
- STERNHELL Z. (2012), *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Gallimard.
- TUCHMAN G. (1978), *Making News. A Study in the Construction of Reality*, New York, The Free Press.
- VOIROL O. (2008), « Pluralité culturelle et démocratie chez John Dewey », *Hermès*, 51, pp. 23-28.
- VOIROL O. (2009), « Les pathologies de la communication publique : médias, communication, reconnaissance », in M. OUELBANI (dir.), *Langage, connaissance et action*, Tunis, FSHS, pp. 281-303.
- VOIROL O. (2010), « L'information comme exploration et comme oblitération », *Quaderni*, n° 74, p. 47-59.
- WIGGERSHAUS R. (1993), *L'École de Francfort. Histoire, développement théorique et signification politique*, Paris, PUF.